
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 17/3 (1990)

DOI: 10.11588/fr.1990.3.56702

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Churchill lui-même ne put, d'après Lothar Kettenacker, avoir une influence réelle sur ces plans pour l'Allemagne d'après-guerre dont le caractère anonyme et technocratique est ainsi d'autant mieux mis en évidence. Son influence directe se borne en fait à deux décisions, essentielles il est vrai l'une et l'autre: la résolution inébranlable de parachever une victoire militaire, donc de ne mettre en aucun cas de terme politique à la guerre, et son acceptation d'une alliance avec l'Union soviétique. Intéressé avant tout par les problèmes militaires, il semble avoir considéré qu'une fois la victoire assurée, il resterait bien assez de temps pour discuter de la paix. Héritier d'une vieille tradition de chevalerie, il se refusait à confondre l'Allemagne avec le nationalsocialisme et freina autant qu'il le put toutes les solutions de punition collective, telle que l'exécution de 50 000 officiers allemands préconisée à un moment par Staline. Fondamentalement sceptique envers tout plan d'avenir, il savait d'instinct que tout se passe en général différemment de ce qui a été prévu, ce qui explique son attitude.

Un index des personnes et des matières ainsi qu'une bibliographie très complète font de cet ouvrage un excellent instrument de travail.

Marie-France LUDMANN-OBIER, Strasbourg

Rainer A. BLASIUS (Hg.), *Dokumente zur Deutschlandpolitik*. 1. Reihe, Band 3/I: 1. 1.-30. 6. 1942, Band 3/II: 1. 7.-31. 12. 1942, Frankfurt/Main (Alfred Metzner Verlag) 1988, CLIII-1366 S.

Il serait vain de prétendre présenter ici la collection »Dokumente zur Deutschlandpolitik« éditée par le ministère des Relations interallemandes et qui jouit d'un prestige incontestable dans le monde de la recherche historique. On peut rappeler simplement que l'ensemble se compose de 5 séries distinctes, couvrant la période du 3 septembre 1939 jusqu'à nos jours. C'est aujourd'hui le troisième volume (en deux tomes) de la première série qui vient s'ajouter aux deux déjà parus. Il couvre la totalité de l'année 1942.

On y trouve notamment les conséquences des entretiens Eden-Staline de décembre 1941 à Moscou, le traité d'alliance et de coopération anglo-soviétique du 26 mai 1942, les discussions autour du problème de la responsabilité collective de l'Allemagne déclenchées par Lord Robert Vansittart, les efforts déployés par le gouvernement tchèque en exil pour faire annuler le pacte de Munich, l'accord du cabinet de guerre britannique sur le principe d'un déplacement après la guerre des minorités allemandes de l'Europe de l'est et du sud-est, ainsi que sur la question des réparations et du traitement des criminels de guerre. La seconde moitié de l'année vit l'intérêt de tous se focaliser sur le nouvel ordre à instituer en Europe à l'issue du conflit. Les textes présentés dans ce volume permettent de mettre en évidence l'affrontement de six conceptions différentes: 1) une Europe amicalement partagée (mais non divisée!) entre la Grande-Bretagne et l'URSS avec une Allemagne intacte; 2) une Europe partagée entre d'une part la France et la Grande-Bretagne (avec le soutien des Etats-Unis) et, d'autre part, l'URSS, ce qui supposait le partage de l'Allemagne; 3) une Europe continentale sous surveillance de la Grande-Bretagne (qui serait alors soutenue par les Etats-Unis), sans partage de l'Allemagne; 4) une Europe continentale sous surveillance de la Grande-Bretagne, de l'URSS et des Etats-Unis, avec une Allemagne territorialement intacte mais économiquement affaiblie; 5) une Europe continentale laissée à elle-même, avec une Allemagne à l'unité préservée et sans influence britannique ou soviétique; 6) des »Etats-Unis d'Europe« avec une séparation du sud de l'Allemagne ainsi qu'une démilitarisation et une surveillance durable de la Prusse.

Le Premier ministre Winston Churchill se montrait en faveur de la dernière hypothèse, le Foreign Office de la troisième.

De même que les autres ouvrages déjà parus, celui-ci ne connaît de limites que celles, temporelles - l'année 1942-, qui lui sont assignées par sa place dans la collection. Il vise à diffuser pour les besoins de la recherche le maximum de documents administratifs actuelle-

ment disponibles concernant tous les domaines de la politique allemande. C'est là que réside la différence essentielle avec tous les autres travaux scientifiques, livres ou thèses, d'histoire ou de sciences politiques, nécessairement limités par les frontières de leur sujet.

Pratiquement, il se compose d'une introduction de 84 pages dans laquelle l'auteur replace dans leur contexte les principaux problèmes de l'année 1942. Une table chronologique met en parallèle les discussions alliées sur le devenir de l'Allemagne et les événements politiques et militaires de cette quatrième année de guerre. Une table des matières chronologiques précède la partie centrale du livre constituée par les 1200 pages de documents proprement dits. On peut simplement regretter que cette table soit uniquement en allemand, ce qui complique inutilement l'accès du livre aux nongermanistes, alors que la totalité des textes sont en anglais, leur langue d'origine la plupart du temps vue la période couverte, quelquefois aussi la traduction officielle d'une autre langue européenne.

L'index final est par contre un modèle du genre: n'obéissant pas à la traditionnelle partition en personnes, lieux et matières, il regroupe le tout par ordre alphabétique, mais avec une subdivision en sous-catégories au sein de chaque mot-clé qui en rend la consultation particulièrement pratique. De surcroît, chaque texte cité l'est non seulement par son numéro de page, mais aussi par un abrégé de son titre ce qui évite tout tâtonnement.

Marie-France LUDMANN-OBIER, Strasbourg

Rainer HUDEMANN, Sozialpolitik im deutschen Südwesten zwischen Tradition und Neuordnung 1945–1953. Sozialversicherung und Kriegsopferversorgung im Rahmen französischer Besatzungspolitik, Mainz (von Hase & Koehler Verlag) 1988, V–616 p. (Veröffentlichungen der Kommission des Landtages für die Geschichte des Landes Rheinland-Pfalz, 10).

L'occupation française en Allemagne après 1945 a déjà fait l'objet d'une monographie commode de l'Américain Roy F. Willis, *The French in Germany* (1962). Une étude plus approfondie est aujourd'hui rendue possible par l'ouverture des archives: archives des Länder allemands, archives des Alliés et surtout archives de l'administration militaire, accessibles depuis peu à Colmar; on peut encore en même temps interroger nombre de témoins, avec les avantages et les inconvénients du recul dans le temps. En République fédérale, une nouvelle génération d'historiens s'intéresse à cette période de vacance et de renouveau, qu'elle n'a pas vécue personnellement. Ainsi Rainer Hudemann, qui s'est fait connaître par une étude de haute qualité sur l'Assemblée nationale de 1871 et qui enseigne maintenant à Sarrebruck, consacre-t-il à la politique sociale dans la zone d'occupation un volume riche et dense, qui deviendra un ouvrage de référence. Le plan fermement ordonné, la conclusion vigoureuse, l'appareil solide de bibliographie, d'index et de cartes fournissent dans une matière abondante une orientation sûre. On admire la rigueur avec laquelle l'auteur maîtrise des débats techniques complexes, mais plus encore sa pénétration du passé français dans ses points les plus délicats (tel le comportement des fonctionnaires face au régime de Vichy) comme son souci constant d'insérer son sujet particulier dans l'horizon large de l'évolution générale.

Cet épisode de l'immédiat après-guerre a vu se juxtaposer aspects négatifs et aspects positifs. »Ambivalence« et »contradictions«, répète Rainer Hudemann, qui s'efforce à une évaluation équitable. Les contemporains allemands, qui oubliaient vite les responsabilités de l'impérialisme nazi, se plaignaient d'être traités en »colonie d'exploitation« et ils ont transmis l'image d'une société où triomphait le marché noir. Il est certain que, dans une structure assez féodale, tels occupants français ont abusé de leur pouvoir à leur profit personnel et que globalement la sécurité de la France (trois fois envahie en soixante-dix ans, disait-on), semblait justifier la méfiance envers l'ennemi héréditaire et le prélèvement de ses biens au titre des Réparations. Cependant, à l'inverse, le vainqueur se voulait démocrate et il s'attribuait la mission de »réduire« un peuple qui avait succombé aux sirènes de la dictature et de l'expansionisme. Il